

Des voix: Oh! Oh!

L'hon. M. Pickersgill: Nous qui sommes ici, nous ne pouvons rien faire à propos de 1946 ou de 1956.

Une voix: Vous pouviez faire quelque chose déjà.

L'hon. M. Pickersgill: C'est vrai. En 1946 et en 1956, quand un mineur perdait son emploi dans une mine du Cap-Breton, il pouvait se trouver du travail dans une autre mine, soit au Cap-Breton soit ailleurs. Il le pouvait parce que le plein emploi régnait en ce temps-là.

M. MacInnis: J'invoque le Règlement, monsieur le président. L'honorable député de Bonavista-Twillingate vient de dire une chose si étrangère à la vérité...

Une voix: Asseyez-vous.

Une voix: Le Règlement n'est pas en jeu.

M. le président suppléant (M. Chown): A l'ordre! Si l'honorable député du Cap-Breton-Sud prétend qu'on l'a mal cité, il peut invoquer le Règlement et faire la rectification. Mais il ne semble pas parler du Règlement. On dirait plutôt un discours.

L'hon. M. Pickersgill: A dire vrai, monsieur le président j'aimerais parler d'une situation que le gouvernement devrait considérer comme une situation d'urgence nationale, car c'est une industrie, l'industrie traditionnelle et fondamentale de la Nouvelle-Écosse qui se meurt.

Une voix: Elle est morte!

Une autre voix: Le parti libéral se meurt aussi!

L'hon. M. Pickersgill: Les députés insistent! Eh bien, je me rends! En deux mots, voici ce qui en est. En 1957, le premier ministre actuel a parcouru la province de la Nouvelle-Écosse en compagnie du premier ministre de la province, M. Stanfield, qui le conduisait par la main. Le premier ministre du Canada a promis aux Néo-Écossais qu'il allait augmenter la production de charbon. Il a traversé la province en tous sens en répétant cette promesse. Il a trompé ces gens et c'est ainsi qu'il a eu leurs votes. Voilà l'histoire. Parce que le premier ministre, M. St-Laurent, a eu la franchise et l'honnêteté de dire qu'il ne chercherait pas à augmenter la production de charbon, mais à la maintenir, on a déformé ses propos par toute la région.

M. Pallett: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. le président suppléant (M. Chown): Le député de Bonavista-Twillingate est prié de se rasseoir.

[L'hon. M. Pickersgill.]

L'hon. M. Pickersgill: Je croyais avoir la parole.

M. Pallett: J'ai invoqué le Règlement!

M. le président suppléant (M. Chown): Le secrétaire parlementaire a invoqué le Règlement!

M. Pallett: Le député est tellement rempli de sa propre loquacité qu'il n'entend rien d'autre. J'ai invoqué le Règlement. Une règle fort ancienne interdit de parler de tromperie. L'honorable représentant de Bonavista-Twillingate devrait avoir assez d'expérience pour le savoir. Je lui demande de retirer cette allégation.

L'hon. M. Pickersgill: Je ne prends pas cela pour un rappel au Règlement et je vais continuer. Je trouve ces interruptions des honorables vis-à-vis tout à fait inopportunes. Bien sûr, ils ne veulent pas que nous levions le voile sur leur gestion des quatre dernières années, sur leur absence de programme et sur leur déception.

M. Pallett: J'en reviens au rappel au Règlement, monsieur le président. Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

L'hon. M. Pickersgill: Je ne sais même pas ce que l'honorable représentant veut dire.

Une voix: Nous ne nous attendions pas que vous puissiez comprendre.

Des voix: Retirez ces paroles.

M. Denis: Retirez votre objection.

M. le président suppléant (M. Chown): A l'ordre! Comme je connais l'honorable représentant de Bonavista-Twillingate, il est peut-être allé un peu plus loin qu'il ne l'aurait fait normalement. Peut-être pourrait-il modifier ses observations et retirer les mots «tromperie» et «déformé» qui sont plutôt blessants.

L'hon. M. Pickersgill: Si l'honorable député...

M. le président suppléant (M. Chown): Puis-je poursuivre? Il semble que ces autres députés estiment que cela a été fait avec malice voulue, pour ainsi dire, à ce moment-là. Ce n'est pas là mon interprétation. Peut-être ai-je mal saisi l'honorable député. Je sais qu'il voudra retirer ses observations si c'est à cela qu'il songeait.

L'hon. M. Pickersgill: Si vous croyez, monsieur le président, que je voulais donner à entendre que lorsque le premier ministre est allé en Nouvelle-Écosse pour promettre d'augmenter la production de charbon, il n'avait nullement l'intention de le faire, je vous dirai que je ne voulais nullement dire cela.